



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/NGO/40
10 février 2000

FRANÇAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Points 7 et 10 de l'ordre du jour provisoire

LE DROIT AU DÉVELOPPEMENT

DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Exposé écrit présenté par le Mouvement indien "Tupaj Amaro",
organisation non gouvernementale dotée du
statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[4 janvier 2000]

IMPACT DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL SUR LA JOUISSANCE EFFECTIVE
DES DROITS DE L'HOMME ET SUR LE DROIT AU DÉVELOPPEMENT

1. Le XX siècle est passé dans l'histoire comme un siècle de contradictions turbulentes qui ont changé la physionomie du monde, nous laissant un héritage assez sombre, à savoir la tourmente de la mondialisation, source d'extrême pauvreté, de dette extérieure, de corruption généralisée, de crime organisé et de racisme, terrain fertile pour le déclenchement de conflits interethniques au nom d'un nationalisme primitif à connotation expansionniste, et pour le retour à la guerre froide.

2. Le déclin constant des droits fondamentaux à se nourrir, à se vêtir et à se loger, autrement dit le droit à un développement équitable qui permette à chacun de jouir dans la dignité des ressources naturelles dont il dispose, exige de la communauté internationale une analyse froide et objective des programmes d'ajustement structurel imposés par les institutions financières internationales aux pays en développement.

3. En 1944, les architectes de Bretton Woods ont créé le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, c'est-à-dire les deux institutions principales du système monétaire international des Nations Unies, dans le but de favoriser le développement économique des pays les plus pauvres du monde.

4. A cet effet, et en vertu de ses statuts, le Fonds monétaire international devait ou devrait "faciliter l'accroissement harmonieux du commerce international, favoriser le maintien de niveaux élevés d'emploi et de revenu réel, promouvoir le développement de la capacité de production, ainsi que garantir la stabilité des taux de change et réduire le déséquilibre de la balance des paiements".

5. Plus d'un demi-siècle après sa création, le bilan de la politique monétaire est tristement sombre. A l'encontre de ses objectifs, le FMI, par ses recommandations qui ont force obligatoire, donne libre champ à la libéralisation du commerce mondial, à la dévaluation des monnaies, à la libération des prix, au gel des salaires, à la réduction des budgets de la santé et de l'éducation, enfin à la privatisation à outrance des entreprises d'Etat.

6. Cette institution supranationale, aux mains des pays riches, obéit à leurs stratégies. Par ses mécanismes anachroniques et son fonctionnement antidémocratique exprimé par la formule : un dollar = une voix, le FMI n'a pas vocation à distribuer la richesse de façon équitable, puisque la justice sociale ne fait pas partie de ses priorités et que la misère matérielle et morale des peuples ne le préoccupe pas.

7. Dans ce domaine comme dans d'autres, les Etats-Unis d'Amérique, qui accusent un déficit de 300 milliards de dollars sans que le FMI leur impose un seul programme d'ajustement structurel, ont pu accumuler de nombreux privilèges et pouvoirs absolus qui leur confèrent le droit de contrôler 17,8 % des votes.

8. En d'autres termes, une seule puissance économique et militaire dispose du pouvoir de veto dans le système financier international, ce qui lui permet de bloquer toute décision non conforme à ses intérêts. Paradoxalement, un nombre

considérable de pays endettés ont perdu une partie de leur souveraineté nationale et compromis leur indépendance économique et leurs institutions politiques en vertu du fameux Code de "conditionnalité".

9. Aujourd'hui, parler des Institutions de Bretton Woods revient à évoquer les énormes difficultés en matière de santé et d'éducation, et plus particulièrement l'extrême pauvreté de milliers d'êtres humains dans le monde, la turbulence financière, la spéculation débridée, le blanchiment d'argent provenant de la mafia internationale et la crise de la dette extérieure.

10. Deux décennies se sont écoulées depuis l'application des premiers programmes d'ajustement structurel dans les pays du Sud. Ces vingt années d'expérience montrent que, loin de promouvoir un développement juste et équitable, les politiques financières en question frappent de plein fouet les couches les plus vulnérables de la société, et plus particulièrement les populations autochtones.

11. Dans son rapport intitulé "Effets des politiques d'ajustement structurel sur la jouissance effective des droits de l'homme" le Dr. Fantu Cheru, expert indépendant, analyse de manière objective et impartiale les effets négatifs desdits programmes ou réformes économiques. En conséquence, ses conclusions et recommandations devraient retenir l'attention toute particulière des gouvernements et des organismes spécialisés.

LA DETTE EXTÉRIEURE

12. Pour les peuples autochtones, le phénomène de la dette s'inscrit directement dans la continuité du processus de colonisation entrepris en 1492 avec la "conquête de l'Amérique". Aujourd'hui, à l'ère de la mondialisation, elle agit comme une arme à double tranchant dans la stratégie de domination néocoloniale que les métropoles coloniales continuent d'appliquer aux pays pauvres du tiers monde depuis plus de 500 ans.

13. En d'autres termes, cette malédiction tient une fois encore aux séquelles du colonialisme, dont les victimes ont été et demeurent les pays pauvres, colonisés et asservis, et plus particulièrement les populations autochtones.

14. Le modèle néolibéral préconisé par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce prétend transformer le monde en une vaste zone franche. Aujourd'hui, ce fléau aux dimensions universelles est devenu une bombe sociale puissante dont l'explosion pourrait déclencher un effondrement total de l'économie mondiale, comme en ont témoigné les crises financières du Mexique, de la Russie, de l'Asie et du Brésil, avec les conséquences néfastes que nous savons.

15. Selon la Banque mondiale, la dette extérieure du tiers monde atteignait 1 351 milliards de dollars à la fin de 1991. Pour sa part, le Dr. Cheru, expert indépendant, estime qu' "au début de 1996, l'endettement du tiers monde s'élevait à 1,8 billion de dollars vis-à-vis de banques, de gouvernements occidentaux ou d'institutions multilatérales comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les agences internationales d'aide". (voir doc. E/CN.4/1999/50).

16. Cette somme astronomique, qui dépasse l'imagination des pays pauvres, se répartissait par région de la manière suivante : "656 milliards de dollars pour l'Amérique latine, 340 milliards pour l'Afrique et 857 milliards pour l'Asie". (Voir La situation économique et sociale dans le monde 1997, New York).

Dans le rapport entre la dette et le PNB, "la charge de la dette de l'Afrique subsaharienne représentait 123 % de son PNB, contre 41 % pour l'Amérique latine et 28,2 % pour l'Asie". (Voir *ibidem*).

17. Autrefois, les experts de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et d'organismes des Nations Unies estimaient que "la dette externe des pays latino-américains était passée de 20 600 milliards de dollars en 1970 à 151 100 milliards de dollars en 1978 ". " Elle a atteint 368 000 milliards de dollars à la fin de 1985 et 437 000 milliards au début de 1994."

18. Cela signifie que le rythme d'endettement de ces pays a doublé entre 1994 et 1996. Parmi les principaux pays débiteurs, "le Brésil, le Mexique, le Venezuela et l'Argentine concentrent 81 % de la dette vis à vis des banques des Etats-Unis d'Amérique". (Voir Rev. Banque Nationale du Commerce Extérieur, Mexique 41, mars 1991).

19. L'étude réalisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur le développement humain (1996), classe la Bolivie, la Guyane, le Honduras et le Nicaragua comme les pays les plus pauvres d'Amérique latine, leurs gouvernants ayant contracté une dette de 17 milliards de dollars.

20. L'indifférence de la communauté internationale face au transfert de sommes fabuleuses en provenance des pays pauvres vers les pays riches est décevante. Ces pays débiteurs du tiers monde ont déjà versé aux pays créanciers 189 milliards de dollars en 1995 et 213 milliards en 1996 au titre des intérêts et du service de la dette.

21. Les mouvements de capitaux à la recherche du profit maximum constituent sans aucun doute un obstacle majeur à l'exercice du droit au développement et restent la cause principale de l'extrême pauvreté dans les pays sous-développés. Dans les relations Nord-Sud, le cauchemar de la dette externe a pris la forme d'une servitude et les économies des pays débiteurs se sont transformées en économies soumises à un capitalisme usurier à connotation néocoloniale.

22. Ce mécanisme subtil et perfectionné des temps modernes permet la remise inconditionnelle des ressources naturelles entre les mains des multinationales, l'exploitation de la main d'œuvre bon marché, et l'imposition aux pays pauvres de la doctrine néolibérale comme valeur universelle. En effet, une telle politique financière a pour objectif de préserver les intérêts stratégiques des puissances occidentales du Nord et les privilèges de la classe dominante du Sud.

23. Au temps de la guerre froide, les pays riches et les banques occidentales ont accordé facilement des prêts à des gouvernements antidémocratiques ou corrompus et à des dictatures militaires, prêts dont leurs responsables ont soustrait ou utilisé une partie considérable pour réprimer leur propre peuple. Aujourd'hui plus que jamais il est urgent d'établir des mécanismes internationaux afin de récupérer l'argent détourné et soustrait par les gouvernants corrompus.

24. Dans le même temps, le FMI et la Banque mondiale fermaient leurs portes aux gouvernements progressistes dans le dessein manifeste d'asphyxier leur économie pour des raisons strictement idéologiques. Cette politique de deux poids, deux mesures, est incompatible avec l'esprit d'une coopération internationale égalitaire entre le Nord et le Sud.

25. L'effondrement du socialisme, les récentes crises financières de la Russie, du Mexique et du Brésil, et les banqueroutes des tigres asiatiques ont mis en évidence l'échec du FMI et des agences d'aide au développement ainsi que leurs insuffisances s'agissant de régler les problèmes économiques et sociaux.

26. Devant ces faits incontestables, la Commission des droits de l'homme devrait examiner en priorité le rôle globalement négatif du FMI et de la Banque mondiale et appeler les Etats à modifier les règles qui président au fonctionnement des institutions financières internationales.

L'EXTRÊME PAUVRETÉ

27. Dans la logique de la mondialisation des capitaux, des marchés et des entreprises, les formules néolibérales imposées par le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce n'ont fait que provoquer la paupérisation de la majorité, creuser le fossé entre les riches et les pauvres et instaurer le chômage croissant, la pauvreté absolue, le racisme et la xénophobie, les populations autochtones étant plus particulièrement touchées pour des raisons économiques et politiques.

28. Par sa résolution 48/183 du 21 décembre 1993, l'Assemblée générale avait proclamé l'année 1996 Année internationale pour l'élimination de la pauvreté, afin de renforcer la paix et le développement durable. Or, quatre années après la Décennie perdue et les bonnes intentions de la communauté internationale, la muraille de la pauvreté s'érige contre vents et marées.

29. En opposition flagrante à ces objectifs d'humanisation du "nouvel ordre", non seulement les programmes d'ajustement structurel ont servi de courroie de transmission au processus de libéralisation du commerce, de déréglementation du système financier et d'ingérence arrogante des entreprises transnationales dans toutes les sphères de la société, mais ils continuent de faire croître le nombre des pauvres, des marginaux et des exclus du nouvel ordre économique international.

30. Il est décevant de devoir constater l'égoïsme des pays riches et l'incohérence de leurs politiques en matière d'élimination de la pauvreté qui touchent de plein fouet les couches les plus vulnérables de la société.

31. Les critères ou indicateurs retenus lors du Sommet mondial pour le développement social de Copenhague (1995) pour définir la pauvreté sont relatifs, voire subjectifs dans la mesure où ils ne reflètent pas la cruelle réalité. Seuls les pauvres eux-mêmes savent ce qu'est la faim lorsque celui qui a faim n'a pas même un morceau de pain à manger, ni un manteau ou un poncho pour se protéger du froid, ni une aspirine pour soulager ses maux de tête.

32. Bien que les statistiques réservées soient très difficiles d'accès, on estime actuellement à 1 300 millions les personnes qui vivent dans la pauvreté,

60 % d'entre elles, soit 20 % de la population mondiale, vivant dans un état de pauvreté extrême. Sur l'ensemble de la population rurale, les populations aborigènes représentent plus de 80 % du total des pauvres et extrêmement pauvres dans les pays en développement et 61 % en Amérique latine et dans les Caraïbes.

33. En Russie, pays en transition vers l'économie de marché, plus de 15 millions de personnes souffrent de la faim. En 1996 la pauvreté touchait déjà 33 millions de personnes suite aux réformes néolibérales et au détournement des prêts consentis par le FMI.

34 Le Rapport sur la santé dans le monde établi en 1995 souligne le caractère dramatique de l'avenir de l'enfance dans le nouveau système économique international.

"Dans le monde en développement - dit le rapport - tous les ans, 12,2 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent de maladies provoquées par la contamination de l'air et de l'eau ". Actuellement, 150 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë, 260 millions présentent une anémie ou des carence en vitamines, et la majorité d'entre eux pourrait être sauvée moyennant quelques centimes".

La moitié des 190 millions d'enfants et d'adolescents d'Amérique latine vivent dans une situation de pauvreté critique.

35. Or, la richesse cumulée de trois des personnes les plus riches du monde dépasse le total du PNB de 48 pays en développement. Sous prétexte des crises régionales et des conflits interethniques, la course aux armements s'accélère. Les puissances militaires membres de l'OTAN investissent chaque jour plus de 700 millions de dollars dans la fabrication d'armes sophistiquées d'extermination massive.

36. Il règne un désordre tel que, grâce à la sacro-sainte loi économique de l'offre et de la demande, les spéculateurs, qui en réalité ne produisent rien, s'enrichissent du jour au lendemain en achetant et vendant des valeurs fantômes, autrement dit quelque chose qui n'existe pas. C'est là le résultat aberrant de l'actuel système économique international profondément injuste, absolument insoutenable et moralement condamnable.

37. Compte tenu que le FMI et la Banque mondiale, mis en doute, ne répondent plus aux espoirs d'un développement équilibré, juste et équitable des pays pauvres, ni aux aspirations des peuples à une vie digne, la Commission des droits de l'homme devrait examiner en priorité l'impact des programmes d'ajustement structurel sur la jouissance des droits de l'homme et, en conséquence, procéder à une réforme profonde et radicale du système monétaire international dans son ensemble.
